

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Srivastava, M.P., *The Korean Conflict : Search for Unification*. New Dehli, Prentice Hall, 1982, 128 p.

par Marthe Engelborghs-Bertels

Études internationales, vol. 15, n° 3, 1984, p. 659-661.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701727ar>

DOI: 10.7202/701727ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

pe traduit durant la période 1967 à 1979 une baisse de la sensibilité à l'égard des marchés de ces puissances économiques alors que dans le cas du Japon, le volume est demeuré à peu près le même. Il note toutefois que l'importance de l'ASEAN comme marché pour les produits Japonais n'a cessé de croître. Seuls quelques pays de l'ASEAN, Singapour et les Philippines ont réussi à réduire de façon un peu plus significative leur sensibilité à l'égard du Japon et des États-Unis, notamment au profit des échanges avec le tiers monde. D'autres comme la Malaysia et l'Indonésie ont même accentué leur sensibilité et leur vulnérabilité à l'égard du Japon en particulier. Au niveau de l'investissement étranger, l'auteur note peu de diversification, il y a certes une baisse dans les volumes des investissements des principales puissances, mais les capitaux venant des autres pays du tiers monde sont négligeables.

De façon générale, les chiffres cités par l'auteur ne semblent pas confirmer ses conclusions, même nuancées sur la réduction de la sensibilité et de la vulnérabilité. Ils ne peuvent surtout pas permettre de répondre à la question que se pose l'auteur de savoir si la tendance du commerce de l'ASEAN a suivi la volonté politique exprimée par l'organisation. On peut même se demander si les variations de l'échange avec les puissances économiques, somme toute minimales, ne s'expliquent pas plutôt par les différentes conjonctures du marché mondial.

Hormis ces questions que tout lecteur est en droit de se poser, l'ouvrage de Crone constitue une moisson précieuse de données sur l'organisation des pays de l'Asie du sud-est, et ce de sa fondation à la fin des années 1970. Dans sa forme, l'ouvrage est exemplaire, comportant une problématique bien précise, une discussion concise mais fort intelligente des grandes doctrines économiques. Un regret mais de taille, les ambitions de son auteur et la soif qu'il provoque à propos de la vérification de la thèse de la dépendance reçoit peu de réponses satisfaisantes.

Hassan KARAZI

Département de science politique
Université Laval

SRIVASTAVA, M.P., *The Korean Conflict: Search for Unification*. New Delhi, Prentice Hall, 1982, 128 p.

En spécialiste des relations internationales, l'auteur de cet ouvrage présente le problème de la division de la Corée comme un exemple de conflit régional dont les superpuissances sont responsables: volonté d'imposer le marxisme-léninisme d'une part, prise de conscience tardive de cette volonté expansionniste de l'adversaire et manque de confiance dans la capacité de gestion indépendante de la population d'autre part.

Le cas de la Corée, semblable à tant d'autres, à celui de l'Allemagne, est encore plus délicat en raison de la concurrence des intérêts des trois grandes puissances qui entretiennent entre elles des relations triangulaires: les États-Unis et la Chine populaire cherchent à contenir les projets d'expansion soviétique, alors que l'URSS et la Chine populaire entendent maintenir l'État communiste établi et étendre, si possible, le règne du communisme à l'ensemble de la péninsule. Ces éléments de fait déterminent l'évolution de toutes les questions en Corée: tant celle du retrait des troupes américaines stationnées au Sud, que le projet de fédération des deux États coréens et le problème de la succession au pouvoir en République populaire et démocratique, au Nord.

Un premier chapitre est consacré à la stratégie marxiste appliquée par l'URSS pour étendre sa sphère territoriale d'influence grâce à l'imposition de régimes marxistes. L'auteur présente la querelle idéologique entre l'URSS et la Chine dans le cadre de la « doctrine Brejnev » et explique les réactions aux positions soviétiques adoptées par chacune des deux lignes qui sont opposées en Chine: soit développer une propagande basée sur la ligne révolutionnaire originale en vue de créer une zone d'influence propre en Asie en symétrie à la zone soviétique en Europe, soit se rapprocher d'un ennemi secondaire qui cherche lui-même à répondre à l'expansion soviétique.

L'émergence de formes nationales du socialisme a abouti dans le cas de la Corée du Nord à une ligne indépendante axée sur la

sacralisation de la personnalité du dirigeant, sur un mode héréditaire de transmission du pouvoir suprême, sur la militarisation de la société et l'exploitation du conflit sino-soviétique. L'auteur fait remarquer que dans le contexte du rapprochement entre la Chine et les États-Unis, la question de Taïwan fait contrepoids à celle de la Corée; en vue de récupérer l'autorité sur l'île, le gouvernement de Pékin est amené à faire fléchir la Corée du Sud et à exercer des pressions au Nord pour que le successeur de Kim Il-Sung soit favorable à l'unification pacifique de la péninsule.

La responsabilité de la situation créée en Corée est imputée aux puissances qui, alliées pendant la Deuxième Guerre mondiale, redevenaient ennemies dès la fin des hostilités. La tutelle envisagée dès 1943 pour guider l'intégralité de la Corée vers l'indépendance ne pourra être établie par le heurt entre l'expansionnisme soviétique et les exigences des dirigeants nationalistes coréens. L'URSS, enhardie par la concentration de ses adversaires sur les problèmes européens et la lutte entre factions au sein de la société sud-coréenne, provoque la guerre de Corée.

De manière concentrée sont rappelées ensuite les discussions de l'ONU et les tactiques exprimées pendant les conversations d'armistice; l'attention principale de l'auteur réside dans l'analyse des motivations et des agissements des grandes puissances et dans les conséquences qui en résultent de manière durable pour la péninsule. Il est cependant dommage que les arguments qui ont amené aux conceptions qu'énonce l'auteur de manière synthétique et convaincante ne soient pas cités; il en est ainsi, notamment en ce qui concerne l'omission de la Corée parmi les pays englobés dans la définition du périmètre défendu par les États-Unis en Asie, fournie le 12 janvier 1950 dans l'énoncé de la « doctrine Truman »; cette omission a confirmé aux yeux des autorités de Moscou que la Corée n'occupait pas une place stratégique dans la vision des dirigeants américains.

Les différentes initiatives prises entre 1954 et 1981 en vue de permettre l'unification de la Corée sont passées en revue; l'auteur démontre à cette occasion que seules pour-

raient aboutir à un progrès réel des conversations entre les représentants de deux parties de la Corée et entre leurs dirigeants les plus haut placés, mais aussi que ces contacts sont nécessairement voués à l'échec par l'impact des deux pôles inconciliables de l'URSS et des États-Unis qui agissent en triangle avec la Chine depuis les années 1970.

L'évolution des marchandages sino-américains à partir de 1969 est clairement rappelée ainsi que les conséquences potentielles qu'elle entraîne pour la Corée, plus particulièrement pour les liens entre la Corée du Nord et ses alliés communistes. Trop peu est dit par contre en ce qui concerne les positions du Japon.

Les événements récents ont confirmé la précarité des progrès vers une solution pacifique du problème de la division de la péninsule en deux États que tout oppose. Il est regrettable que l'ouvrage n'ait fait aucune mention des résultats obtenus en vue de maintenir la paix dans la péninsule, mais en consolidant la division. Nulle mention n'est faite de ce que les gouvernements de Pyongyang et de Seoul ont, dans les faits, refusé de s'engager dans l'impasse de la fidélité à la doctrine Hallstein; seul est bien énoncé le mécanisme général qui a amené la Corée du Sud à chercher une reconnaissance simultanée de la Corée du nord par le Japon et par les États-Unis et de sa propre administration par la République populaire de Chine et par l'URSS.

Hélas, la thèse générale défendue par l'auteur à propos de la détention du pouvoir de décision final par les grandes puissances est conforme aux faits: les avantages conquis par Seoul à l'occasion des négociations fructueuses menées avec la compagnie de navigation aérienne civile de la Chine populaire en mai 1983 à propos de l'avion chinois détourné, l'autorisation de survol de son espace aérien, donnée par la Corée du Sud, aux avions de la République Populaire de Chine qui assurent la liaison entre la Chine et le Japon en août, la réunion de l'Union Parlementaire internationale à Seoul en octobre 1983 et la décision d'organiser en Corée du Sud les Jeux Olympiques de 1988 se sont révélés illusoire à la lumière de la destruction de l'avion de la

K.A.L. qui avait pénétré dans l'espace soviétique en septembre 1983. Cette réaction de l'URSS (ou à tout le moins de son commandement militaire) montre bien son refus de toute possibilité de consolidation du régime de la Corée du Sud qui constitue un obstacle aux prétentions d'unification de toute la Corée par le régime communiste de Pyongyang. L'URSS dénonce par ailleurs les thèses conciliantes ou non idéologiques à propos de la réunification de Taiwan et de Hong Kong, elle n'hésite pas à faire allusion au contentieux frontalier entre Peking et Pyongyang, elle s'efforce enfin d'utiliser les moyens à sa disposition pour empêcher la coopération militaire entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud, capable de limiter la liberté de circulation de la marine soviétique et de lui fermer les passages entre le mer de Chine, le Pacifique occidental et la mer du Japon. L'affaire de l'avion abattu en septembre dépasse évidemment ce seul appui de l'URSS à Pyongyang; le sinistre incident meurtrier de Rangoon pourrait quant à lui revêtir cet aspect symbolique d'alignement sur les positions doctrinaires des autorités de Pyongyang, s'il était prouvé que les responsables de l'explosion ont bénéficié du concours d'étrangers bien introduits en Birmanie...

L'ouvrage constitue une bonne introduction aux problèmes internationaux en Corée; il fournit un schéma simple des mécanismes particulièrement complexes et délicats et suscite auprès de ses lecteurs l'envie d'en savoir davantage. Malheureusement, l'imprécision et la pauvreté des références de fait ne facilitent pas la satisfaction de pareille curiosité: l'exposé des solides conclusions auxquelles est arrivé l'auteur n'est pas étayé par les éléments qui ont joué un rôle capital dans ses convictions. Quelques coquilles et quelques négligences sont à déplorer: citons par exemple une erreur de date: Kissinger s'est rendu secrètement en Chine en 1971 et non en 1972, le vice-premier ministre chinois cité p. 59 est Chi Peng-fei et non Che Peng fi. La bande des quatre ne comprend pas Hua Kuo-feng, mais Wang Hung-wen (p. 9).

D'autre part, si comme le pense l'auteur, ce sont les citoyens qui doivent pouvoir exprimer leur opinion et prendre les décisions pour

réaliser leur volonté, le recours aux élections générales comme le demande le régime de la Corée du Sud est évidemment important, mais n'est pas nécessairement capable d'apporter la solution: l'élection des représentants exprime nécessairement la prépondérance numérique de la société de la Corée méridionale. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes implique également le droit à l'expression par un referendum sur la question même de la réunification. La population du Sud de la Corée souhaite indubitablement des contacts avec des parents et des anciens amis établis dans le Nord du pays et une certaine liberté de circulation dans l'ensemble de la péninsule (à l'instar de ce qui a été obtenu entre les deux Allemagnes), mais rien ne permet d'affirmer que c'est la réunification qui est son aspiration profonde. Il semble faux de ne voir dans les mouvements populaires qui se sont exprimés souvent de manière violente en Corée du Sud que le désir d'y imposer un régime marxiste-léniniste. La réunification ne serait-elle pas en Corée comme aussi en Chine et au Vietnam, plus précisément le souhait formé par les dirigeants politiques: le maréchal Kim Il-sung et son fils Kim Jong-il pour étendre le rayonnement du marxisme et le président Chun Do Hwan comme ses prédécesseurs, pour imposer au monde communiste son premier recul?

Marthe ENGELBORGH-BERTELS

*Centre d'Étude des Pays de l'Est
Bruxelles*

ÉTATS-UNIS

COULOMBIS, Theodore A. *The United States, Greece and Turkey: The Troubled Triangle*. New York, Praeger Publishers, Coll. « Praeger Special Studies », 1983, 252 p.

Il n'est pas nécessaire d'être un grand spécialiste dans le domaine des relations internationales pour reconnaître un bon livre dans cette matière comme celui en main. Professeur